



Université d'Abomey-Calavi

FACULTE DES LETTRES, ARTS ET SCIENCES HUMAINES
(FLASH)



Revue spéciale journées scientifiques de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines (FLASH)

Volume 4, numéro 9

Décembre 2014

Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines (FLASH)
B.P. : 526 Cotonou, Tél. (229) : 21 36 00 74 (République du Bénin)

**COMITE DE REDACTION DE LA REVUE SPECIALE JOURNEE SCIENTIFIQUES
DE LA FLASH**

Directeur de publication

Pr. Flavien GBETO

Doyen de la Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines

Rédacteur en Chef

Odile V. DOSSOU-GUEDEGBE, MC

Rédacteur Adjoint

Léonard A. KOUSSOUHON, MC

Comité Scientifique :

Pr. CAPO Hounkpati B. C (Bénin), Pr. HUANNOU Adrien (Bénin), Pr. BOKO Michel (Bénin), Pr. SINSIN Brice (Bénin), Pr. CAMBERLIN Pierre (France), Pr. BROU Téléphore (France), Pr. AÏNAMON Augustin (Bénin), Pr. TAKASSI Issa (Togo), Pr. HOUNTONDI Paulin (Bénin), Pr. NOUHOUAYI Albert (Bénin), Pr. BOLOUVI P. Lébéné (Togo), Pr. YAÏ Olabiyi Joseph (Paris), Pr. VIDEGLA Michel, (Bénin), Pr. ANIGNIKIN Sylvain (Bénin), Pr. HOUNDENOU Constant (Bénin), Pr. NOUKPO Agossou (Bénin).

Comité de Lecture :

Pr. N'BESSA Benoît (Bénin), Pr. GBETO Flavien (Bénin), Pr. KOUMAKPAÏ Taofick (Bénin), Pr. BADA M. Dominique (Bénin), Pr. HOUSSOU Sègbè Christophe (Bénin), KAKPO Mahougnon (Bénin), MC, HOUNMENOUE Jean-Claude (Bénin), MC, AZALOU-TINGBE Albert (Bénin), MC, ATABAVIKPO Vincent (Bénin), MA, TENDE Brice (Bénin), MC, GUEDEGBE-DOSSOU Odile (Bénin), MC, VISSIN Expédit Wilfrid, (Bénin) MC, TOSSOU Pascal (Bénin), MC

Secrétariat de rédaction

VISSIN Expédit Wilfrid, (Bénin) MC, TOSSOU Pascal (Bénin), MC, ATABAVIKPO Vincent (Bénin), MA, Julien K. GBAGUIDI MA.

Toute correspondance (suggestions) doit être adressée au :
Comité de Rédaction de la revue spéciale journées scientifiques de la FLASH

01 BP 526 COTONOU, République du Bénin

flaviengbeto@yahoo.fr

exlaure@yahoo.fr

topas4fr@yahoo.fr

Toute reproduction, même partielle de cette revue est rigoureusement interdite. Une copie ou reproduction par quelque procédé que ce soit, photographie, microfilm, bande magnétique, disque ou autre, constitue une contrefaçon passible des peines prévues par la loi 84-003 du 15 mars 1984 relative à la protection du droit d'auteur en République du Bénin.

ISSN 1840-670X

Dépôt Légal N° 5132 du 2^{ème} trimestre 2011 à la Bibliothèque Nationale

Sommaire

1. Exploitation des carrières de gravier de l'arrondissement de se (commune de Houéyogbé) et ses impacts socioéconomiques et environnementaux	
A. Y. TOHOZIN, L. ODOULAMI, B. FANGNON & A. S. AMOUSSOU	5
2. Les phénomènes de labialisation et de palatalisation dans une langue kwa : le cas du xwlagbe	
M. Z. HOUNZANGBE.....	20
3. El pronombre personal complemento de tercera persona y su uso erróneo e inapropiado en español: planteamiento del problema y propuestas	
H. R. AGBODOYETIN, S. ZINSOU	32
4. Aménagement et gestion des infrastructures marchandes dans la ville de Glazoué et la problématique du développement local	
A. S. VISSOH & Y. A. TOHOZIN	43
5. Erosion pluviale et gestion des terres dans la basse vallée de l'Ouémé (Bénin en Afrique de l'Ouest)	
S. AGBOMAHENAN, A. B. H. TENTE et E. AMOUSSOU	52
6. Formation des étudiants du Département de Psychologie et des Sciences de l'Éducation (DPSE) : la nécessité d'envisager la formation à l'auto- emploi	
C. NAPPORN et P. TONATO	65
7. Efforts de modernisation de l'agriculture dans la commune d'Aplahoué	
S. ZANNOU et E. GOMIDO	78
8. La vie des partis politiques béninois à travers les élections législatives au Bénin de 1991 à 2011	
R. M. TOSSOU.....	96
9. Contexte et développement de l'étalement urbain dans la commune de Bohicon	
C. DAHANDE, O. DOSSOU-GUEDEGBE	113
10. Relatives' gatecrashing in their offspring's private life: a study of tunji ogundimu's the insiders and amma darko's beyond the horizon	
C. GBAGUIDI	126

11. Matériaux pour une analyse sociologique des communautés dans la ville de Cotonou à travers les associations de ressortissants

K. M. NASSI, R. MONTCHO, Z. Y. MAGNON, L. ADJAHOUHOUE.....137

12. Perception endogène des eaux des ouvrages hydrauliques dans la zone rurale d'Abomey-calavi

C. A. A. BAGBONON, C. L. BABADJIDE, C. AGOSSOU.....148

13. Contribution de la culture du coton au developpemnt local dans la commune de Ségbana au nord-est du Bénin

A. KISSIRA, L. B. BIO BIGOU et R. S. AKAKPO160

14. Etat de l'hygiene et de l'assainissement dans quelques quartiers desherites de Cotonou (Benin) pour l'education de La Population

E. HOUNSOUNOU, M. AGASSOUNON DJIKPO TCHIBOZO et A. ADJAGODO176

15. Les langues africaines et étrangères à l'épreuve des medias : le cas de l'émission bête info de radio planète (Bénin)

F. GBETO et S. C. BIO N'GOBI188

MATERIAUX POUR UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES COMMUNAUTÉS DANS LA VILLE DE COTONOU A TRAVERS LES ASSOCIATIONS DE RESSORTISSANTS

NASSI Karl Martial (1) MONTCHO Rodrigue (2) MAGNON Z. Yves Z (3) ADJAHOUHOUE Laurent (4)

(1) Université d'Agriculture de Kétou, Ecole d'Horticulture et d'Aménagement des Espaces Verts. Mail : martial2006@yahoo.fr; 97221730/95956820

(2) Université d'Abomey-Calavi, membre du Laboratoire d'Analyses Religions Espaces et Développement/FLASH.

(3) Université d'Abomey-Calavi, Faculté des Sciences Agronomiques, Département d'Economie, de Socio-Anthropologie et Communication.

(4) Université d'Abomey-Calavi, Département de Socio-Anthropologie

Resumé

La ville : est, selon maintes approches socio-anthropologiques, le lieu d'émergence d'un certain individualisme et surtout de rupture avec les normes sociales communautaires traditionnelles. Et pourtant, la ville, lieu de modernité et d'individualité, est aussi l'arène d'expression des communautés comme l'objective dans cette étude l'omniprésence des associations de ressortissants dans la ville de Cotonou.

Le présent article a pour objectif d'analyser les différentes formes d'expression des associations de ressortissants dans la ville de Cotonou. Pour apprécier plus finement cette réalité sociale dans toutes ses dimensions dans la ville de Cotonou, une approche progressive basée sur le croisement des données qualitatives et quantitatives a été utilisée. Au total grâce au questionnaire, l'entretien semi-directif, l'observation directe, 110 informateurs du monde des associations ont été approchés pour recueillir et analyser leurs discours.

Il apparaît que les associations de ressortissants sont des cadres d'expression identitaires dans la ville de Cotonou. Elles constituent un atout pour la gouvernance locale de la ville, mais sont toutefois plus enclines au développement de leurs milieux d'origine. Le potentiel de développement qu'elles incarnent doit être davantage mobilisé au profit de la ville de Cotonou. C'est un défi pour les acteurs de la gouvernance locale.

Mots clés : Cotonou, individu, communautés, associations de ressortissants, développement local, gouvernance locale.

ABSTRACT

The city is, as according to many socio-anthropological approaches, a place for the emergence of certain individualism and especially to break with traditional community social norms. Yet the city, instead of modernity and individuality, is also the arena of expression of communities as an objective in this study the omnipresence of associations of citizens in the city of Cotonou.

This article aims to analyze the different forms of citizens association's expression in the city of Cotonou. To assess more accurately the social reality in all its dimensions in the city of

Cotonou, a gradual approach crossing of qualitative and quantitative data was used overall the questionnaire, semi-structured interviews, direct observation, 110 informants of the world of associations were approached to collect and analyze their discourses. It appears that the associations of native-born are crucible of identity expression in the city of Cotonou. They are an asset to the local governance of the city, but still are more prone to the development of their home environments. The development potential they embody should be further mobilized in favor of the city of Cotonou. It is a challenge for players in local governance.

Keywords : *Cotonou, individual's communities, associations of citizens, local development, local governance.*

Introduction

La ville a été pendant longtemps considérée par plusieurs approches socio-anthropologiques comme un espace d'émergence et d'expression de l'individualisme. Cette orientation théorique se retrouve clairement dans la kyrielle de productions scientifiques émanant aussi bien des classiques comme Simmel (1908) que de l'école de Chicago (Park, 1925 ; Wirth, 1938, Moles et Rohmer, 1976, etc.). Il y a en effet comme une émergence de la solitude dans les modes de vie et dans l'organisation de l'espace urbain en rupture avec les normes sociales communautaires. Pour Navez-Bouchanine (2002 : 111), la ville devient une « *somme de territoires fortement identitaires où les populations, regroupées sur le critère de l'entre-soi, vivent de manière plus ou moins autarcique, développant leurs propres référents socioculturels et pouvant aller jusqu'à refuser de manière explicite les normes ou codes communs ou spécifiques aux autres* ». Dans ce lieu de rencontre, de partage et de coprésence d'acteurs sociaux, les communautés trouvent leurs moyens d'expression comme c'est le cas des associations de ressortissants. « *Les villes sont des lieux où se posent de profondes questions d'appartenance et d'identité. C'est à l'échelle de la ville que l'idée de communauté et de culture partagées devient particulièrement problématique comme base de la citoyenneté* » (Rogers, 1998 : 228 cité par Aholou, 2008). La ville de Cotonou n'échappe pas à ces dynamiques complexes de crises identitaires et communautaires. Mais elle demeure toutefois le cadre d'émergence et d'expression d'une pluralité d'associations de ressortissants qui se présentent comme étant des arènes d'identification et d'action des acteurs sociaux.

Cet article vise donc à analyser les différentes formes d'expression des associations de ressortissants dans la ville de Cotonou.

1. Matériels et Méthodes

Pour une étude plus fine des associations de ressortissants, en tant que creuset de dynamique sociale, à Cotonou, l'approche progressive a été adoptée. Le choix de cette démarche méthodologique s'inscrit dans une perspective de connaissances et d'analyse des associations de ressortissants comme étant un espace politique, socioéconomique et culturel. De plus, elle permet de faire un croisement entre les discours et pratiques des acteurs sociaux membres de ces associations. *In fine*, le croisement des méthodes d'investigation qualitative et quantitative, avec des outils de collectes de données comme le questionnaire, les guides d'entretien semi-directif et de focus group ainsi que les grilles d'observation directe, ont permis la mise en lumière pertinente du phénomène étudié.

La taille de l'échantillon en ce qui concerne l'enquête quantitative est de 90 individus. Pour ce qui est de l'enquête qualitative, un focus group a été réalisé avec un groupe de 12 personnes

provenant de 3 associations de ressortissants et 08 personnes ressources ont été interviewées lors des entretiens individuels. Les informateurs ont été choisis à partir de la combinaison des techniques d'échantillonnage par grappes, par « boule de neige » et par choix raisonné.

La saisie et le dépouillement des données quantitatives ont été faits au moyen du logiciel EPI-info (version 6). Les analyses ont été en revanche faites au moyen du logiciel SPSS avant d'être exportées vers le logiciel Excel. Quant aux données qualitatives, elles ont été mobilisées en appui à l'interprétation quantitative. Elles ont notamment permis de contextualiser et de nuancer les résultats chiffrés. L'analyse de la rationalité des acteurs urbains militant au sein des associations de ressortissants repose principalement sur le modèle de l'acteur stratégique de Crozier et Friedberg (2014).

2. Le cadre d'étude : la ville de Cotonou

Couvrant environ 80 km² et avec une population estimée à plus de 665.100 Habitants en 2002, la ville de Cotonou est le pôle central de l'agglomération urbaine du "Grand Cotonou" (Aholou, 2007) regroupant 1,4 millions d'habitants dans cinq Communes (Abomey-Calavi, Cotonou, Ouidah, Porto-Novo et Sèmè-Podji) et la capitale économique du Bénin où se situe presque la moitié (45 %) des entreprises déclarées de tout le pays. Ville multiculturelle, reflétant la diversité de l'ensemble du pays, Cotonou attire les populations des autres régions en quête d'emploi, de regroupement familial ou de poursuite d'études. On y retrouve aussi beaucoup d'étrangers installés pour des raisons commerciales. Commune à Statut Particulier depuis l'adoption de la loi n°98-005 du 15 janvier 1999, Cotonou compte 13 Arrondissements et 144 quartiers de ville. Sur les plans socio-économique et politique, Cotonou joue au niveau national un rôle de premier plan. Elle abrite la quasi-totalité des départements ministériels et services administratifs, de même que les principales institutions de la République comme la Présidence, la Cour Constitutionnelle, le Conseil Economique et Social, la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication ainsi que les bureaux des agences du système des Nations Unies (BIT, HCR, PAM, OMS, ONUSIDA, PNUD, FNUAP, UNICEF). Elle abrite l'unique port et l'unique aéroport international du pays, une gare ferroviaire et plusieurs gares routières qui desservent les autres localités du pays et les autres pays voisins comme le Nigeria, le Togo, le Burkina Faso, le Niger. Cotonou abrite aussi l'un des plus grands marchés de l'Afrique de l'ouest, le marché Dantokpa et quarante marchés secondaires.

La ville de Cotonou est l'agglomération urbaine la plus importante de la République du Bénin. Le site urbain, constitué de cordons littoraux de sable alternant avec des prévisions marécageuses, est coïncé entre la mer et le système lagunaire caractéristique de la côte. La ville se trouve de plus en plus confrontée à des problèmes sérieux d'évacuation des eaux, de salubrité et elle connaît une extension spatiale sans précédent, malgré le caractère difficile de son environnement.

3. Résultats

3.1 Les associations de ressortissants comme cadre de solidarité et d'autopromotion des acteurs sociaux urbains

Il existe une pluralité d'association à Cotonou. Elles revêtent plusieurs formes avec diverses dénominations : associations de développement de village ou de Commune, amicale, etc. Elles œuvrent dans divers domaines de la vie sociale et contribuent au bien-être de leurs

initiateurs. Tremplin pour la «réussite» en ville des nouveaux migrants, les associations de développement sont aussi des initiatives de développement des milieux d'origine. Celles de « ressortissants » issues d'une même région, d'un même bourg, d'un même village se sont multipliées en Afrique ces dernières années et impulsent des projets de développement de plus en plus nombreux, en s'appuyant sur leurs compétences professionnelles, comme sur leurs relations sociales ou politiques acquises en ville ou à l'extérieur (Olivier de Sardan, 1995).

3.2. Les associations de ressortissants : un espace d'identification communautaire et de solidarité urbaine

Dans la ville de Cotonou, les associations de ressortissants sont le plus souvent le cadre d'identification et d'expression ethniques. Les membres de ces associations tentent de recréer leur milieu d'origine dans la métropole, ils habitent le même quartier et maintiennent des liens familiaux. On n'observe donc pas le phénomène de fragmentation familiale propre aux villes. En effet, ces militants associatifs, parce qu'ils sont immigrés, ont besoin de maintenir et même de renforcer les liens familiaux et sociaux, avec une reproduction des fêtes de village ainsi que d'autres rituels propres à leur région d'origine. Chaque communauté a pratiquement son association. Elle peut être formelle ou non, c'est-à-dire remplir les formalités de reconnaissance par l'autorité de tutelle qu'est le Préfet ou rester dans l'anonymat d'un point de vue officiel, tout en étant très actif.

Le mode de regroupement des acteurs sociaux dans les associations de ressortissants dans la ville de Cotonou se fait généralement par village ou par Arrondissement (par exemple, l'Association de ressortissants de Lissègazoun ; Lissègazoun étant un arrondissement de la Commune d'Allada), par Commune (par exemple, l'Association des ressortissants de la Commune de Grand-Popo), par Département (par exemple, l'Association des ressortissants de l'Atacora) ou par nationalité (par exemple, l'Association de ressortissants du Mali, du Congo, etc), ou encore par catégorie socioprofessionnelle en tenant compte de l'appartenance régionale (par exemple, l'Association des Elèves et Etudiants de Parakou, l'Association pour le Développement des Elèves et Etudiants d'Allada, l'Association des Elèves et Etudiants de Dassa, etc.). De petites associations peuvent également se regrouper en fédération. C'est le cas du Front de Regroupement des Etudiants du Nord-Bénin (FREDEN). Comme le mentionne Coulibaly (1989) en Afrique, les migrants se regroupent en fonction de l'affinité parentale, ou d'origine, en associations pour assurer la socialisation urbaine du jeune migrant d'une part, et d'autre part, entreprendre des projets de développement, trouver des moyens de financements ou exercer du "lobbying" auprès des autorités politiques en faveur de leur région. Les premiers venus, dans le cadre de l'exode rural, en général célibataires, gardent des attaches au village et y retournent pour "prendre" femme. Ceux-ci, ainsi que leurs épouses, accueillent frères, sœurs, cousins ou cousines qui à leur tour, après émancipation, feront de même. Cette chaîne de solidarité finit par constituer une grande famille de solidarité mécanique (au sens durkheimien du terme) mais assez ouverte, car animée d'un désir d'ascension sociale. La forme de manifestation de cette solidarité est la création des associations de ressortissants. En effet, la reproduction en ville du village, et le maintien des liens sociaux amènent les migrants à former des associations. Le tableau I indique les mobiles d'appartenance des acteurs sociaux à une association de ressortissants à Cotonou.

Tableau I : Mobiles d'appartenance à une association de ressortissants à Cotonou

MOBILE D'APPARTENANCE	PROPORTION (En Pourcentage)
Reproduction du mode de vie de la localité d'origine	60
Appui et soutien de la part des autres membres de l'association.	35
Appui au milieu d'origine	10
Autres	5
Total	100

Source : données de terrain, 2014

A la lecture du tableau I, on se rend compte que la reproduction du mode de vie du milieu d'origine est la plus grande raison d'appartenance (60%) à une association de ressortissants à Cotonou suivie de la possibilité de bénéficier de l'appui des autres membres de l'Association en cas de difficultés. Ces associations sont non seulement des arènes d'identification mais aussi de promotion et de solidarité. Aholou (2008) dira à cet effet, qu'ayant la solidarité comme mot d'ordre, les membres de ces associations prennent en général en charge les nouveaux arrivants qu'ils peuvent loger, eux qui se sont installés antérieurement. Ils les aident dans la recherche d'un emploi et, plus tard, d'un logement. Cette forme de fraternité ou de solidarité villageoise se maintient au-delà de l'autonomie des uns et des autres et donne lieu à des réunions de ressortissants. Les moments de deuil et de réjouissance sont également des repères de partages de liens de fraternité dans la ville. Pour des raisons de respect de la tradition, le moment de deuil reste le plus important chez plusieurs groupes socio-ethniques installés à Cotonou. En général, la tradition veut que le cadavre d'un migrant décédé en ville soit transporté au village pour y être inhumé. Pour cette circonstance, la démarche de rassemblement des congénères du village pour organiser les funérailles et accompagner la dépouille au bercail, est plus qu'indispensable. Rien que pour cette raison, il est difficile, encore aujourd'hui pour les migrants de la première génération, voire de la deuxième, de s'émanciper par rapport à l'association de ressortissants, une sorte de "coupelle villageoise" en ville (Georg, 1989). Maillons importants dans le continuum villes-campagnes, les associations de ressortissants participent aussi à l'insertion des néo-citadins dans la ville de Cotonou.

3.3. Les associations de ressortissants comme une arène d'autopromotion des acteurs sociaux urbains

Cadre idéal de socialisation urbaine à Cotonou, les associations de ressortissants des élèves et des étudiants sont les nouveaux terrains de prédilection et de renouvellement de ces structures. En effet, le système éducatif existant au Bénin permet à de grandes villes comme Cotonou d'avoir une structure scolaire complète de l'école élémentaire et primaire jusqu'à l'université. Même après l'ouverture des universités de Parakou (2002), de Kétou et d'Abomey (2012), la ville de Cotonou continue de drainer des élèves et étudiants venant de toutes les régions du Bénin. Ces jeunes, à leur arrivée, n'ont d'autres possibilités que d'être pris en charge par les aînés. Les structures d'internat étant peu nombreuses, voire inexistantes, et les foyers d'accueil d'étudiants insuffisants au regard de la demande, ceux-ci se retrouvent dans les réseaux de fraternité villageoise comme les migrants en quête de travail salarié. Ce

phénomène, qui constitue le premier réflexe de regroupement des étudiants, a pris une ampleur considérable sur les campus de l'université d'Abomey-Calavi. Dans cette structure universitaire, le mode de regroupement des étudiants en associations de ressortissant est par commune. Ainsi, en dehors de la ville de Cotonou elle-même, on retrouve sur le campus universitaire des associations d'étudiants provenant de toutes les communes du Bénin. Ces petites associations sont ensuite regroupées en fédération comme le Front de Regroupement des Étudiants du Nord-Bénin (FREDEN) dont nous avons déjà fait cas. Cette fédération par exemple participe à l'intégration de ses « nouveaux membres ». C'est dans ce groupe que l'étudiant migrant fait ses premiers pas parmi les siens. A ce propos, le vice-président du FREDEN dira : « ...dans notre association qui regroupe les membres de toutes les communes du nord, nous essayons d'aider nos frères et sœurs étudiants du nord. Par exemple, les nouveaux étudiants sont systématiquement présentés aux groupes des anciens lors des toutes premières réunions qui suivent leur adhésion au groupe. Après cette phase de présentation et d'accueil les responsables se donnent comme tâche de les aider à trouver un logement mais aussi à les orienter et à faire leur inscription académique ». Les associations de ressortissants sont des structures d'accueil, d'échange et d'intégration des émigrés de chaque village.

Dans les associations de ressortissants estudiantines ou celles de la ville de Cotonou, on remarque également bien souvent que le regroupement n'est plus seulement le seul critère de base mais il respecte également le découpage administratif du Bénin. En effet, l'appartenance au même village (unité administrative la plus petite), au même arrondissement (regroupement de plusieurs villages) ou bien à la même Commune ou préfecture constitue le fondement de ces associations. Ainsi, l'identité ethnique n'est plus forcément le seul dénominateur commun pour le regroupement, étant donné que dans un arrondissement ou dans une commune ou préfecture on peut trouver plusieurs ethnies. Comme l'affirme Aholou (2010) dans ses travaux comparatifs sur les migrants à Lomé et Cotonou, à travers le réseau associatif, les relations sociales urbaines des migrants ruraux à Lomé et à Cotonou restent intra-ethniques. Véritables pôles de sociabilité, leur développement pendant les années 1970 et 1980 a contribué à assurer la cohésion communautaire en milieu urbain. L'apprentissage de la ville passe par la maîtrise des premiers mots de la langue urbaine, la circulation, la connaissance des quartiers, etc. Évoluer en milieu intra-ethnique est donc une immersion dans la ville de Cotonou sans rupture avec son milieu d'origine. Cet apprentissage peut être plus ou moins long en fonction des pré-réquis du migrant ressortissant et de la proximité de son "pays d'origine" avec une grande ville.

Par ailleurs, l'analyse des discours et pratiques des membres des associations de ressortissants à Cotonou permet de remarquer que la solidarité entre les membres de ces associations ne profite pas à eux seuls, mais également à leurs parents au village. Ils se considèrent en effet, également comme des missionnaires devant être solidaires vis-à-vis de ceux qui sont restés au village. « Notre association permet de venir en aide à nos parents qui sont restés aux villages. Nous nous retrouvons régulièrement, une fois par mois pour réfléchir sur les stratégies de développement de nos villages » : **P. B.**, président de l'Association de développement des ressortissants de l'arrondissement de Lisségazoun/Commune d'Allada. Ces types de discours et de pratiques confirment sans nul doute les propos de Odéyé (1985 cité par Aholou, 2008), qui estime que la fonction majeure des associations de ressortissant est de maintenir des liens entre ceux qui sont restés au village et ceux qui ont émigré. Dans ce domaine, leur rôle se trouve renforcé avec le processus de décentralisation de l'administration territoriale dans lequel s'est engagé le Bénin depuis 2002.

Cette même emprise rejaillit dans la vie politique. Il est souvent observé que les associations de ressortissants sont aussi des tremplins pour leurs responsables qui souvent, au-delà de leurs œuvres de développement du village, se hissent facilement sur la scène politique. Elles sont tout aussi directement ou indirectement très courtisées à l'occasion des élections. En cas d'élection locale, par exemple comme nous le confirment Aholou (2010) et Montcho (2007), les réseaux identitaires créés se regroupent pour passer des consignes de vote. Cette autre fonction politique de ces associations contraste avec la logique de la loi 1901 interdisant l'engagement d'une association officielle en politique. Cependant, les membres peuvent s'engager en leur propre nom, sans impliquer leur association. Cela s'inscrit parfaitement dans la logique d'Olivier de Sardan (1995) selon laquelle accéder à une position de pouvoir grâce à un réseau de relations, s'enrichir personnellement grâce à la détention de cette position, distribuer une partie des richesses ainsi acquises pour accroître en retour son réseau de relations, tout ceci fait partie du paysage quotidien. A la faveur de la démocratie, nombre de responsables associatifs se sont engagés en politique tout en conservant leur poste au niveau associatif. Un mélange des genres souvent bien orchestré pour conserver, et toujours bénéficier, de l'audience dont ils disposent à partir des réalisations de l'association de développement.

3.4. Les associations de ressortissants dans le processus de gouvernance locale à Cotonou

Pour répondre aux défis contemporains communs à toutes grandes métropoles, la ville de Cotonou, à travers l'orientation des décideurs politiques, s'est engagée dans une dynamique de transformation tant au niveau de ses institutions que du dispositif de gouvernement. Ces évolutions sont souvent rassemblées derrière le vocable de gouvernance, que de nombreux auteurs notamment anglo-saxons et opérateurs des politiques publiques ont opposé, de manière caricaturale parfois, à celui de gouvernement. Au demeurant, le concept de gouvernance reste polysémique et souvent sujet à discussion entre chercheurs de différentes disciplines (Gaudin, 2003 ; Le Galès, 2004 cité par Stébé et Marchal, 2014). Il n'est pas aussi nouveau que cela et traduit l'idée selon laquelle le gouvernement assimilé à l'État, est trop centralisateur, peu adapté aux changements socio-économiques et aujourd'hui dépassé par les nouvelles formes contractuelles ou partenariales d'action collective. Dans le souci donc de remédier à cette crise de gouvernance dans les espaces urbains comme Cotonou et de valoriser l'espace local comme cadre démocratique favorable au développement participatif, les acteurs du développement ont institué dans une perspective sociologique (moins partisane), la notion de la gouvernance urbaine. Elle repose selon Stébé et Marchal (2014) sur l'idée que gouverner consiste à coordonner une multitude d'acteurs, de groupes sociaux, d'institutions pour atteindre des objectifs spécifiques discutés et définis collectivement dans des environnements fragmentés, incertains. La gouvernance urbaine renvoie alors à l'ensemble d'institutions, de réseaux, de directives, de réglementations, de normes, d'usages politiques et sociaux, d'acteurs publics et privés qui concourent à la stabilité d'une société et d'un régime politique. En mettant l'accent sur la participation populaire, la gouvernance urbaine vise à transformer et améliorer les politiques publiques, les rapports sociaux et la démocratie à la base. Pour Bacqué, Rey et Sintomer (2005), les expériences de participations démocratiques à une échelle localisée ont pour objectifs de remobiliser les habitants, de recréer du lien social, d'ouvrir des espaces de rencontre et d'échange, de former de nouveaux interlocuteurs ou leaders aptes à organiser leur collectivité et à dépasser certains conflits. Autrement dit, la gouvernance urbaine, à travers le concept de participation citoyenne, implique de la part des autorités publiques une dynamique de mobilisation individuelle et collective autour des projets de développement local. Mais le constat qui s'établit dans la ville

de Cotonou est que malgré la floraison et l'omniprésence des acteurs collectifs que constituent les associations de ressortissants, elles participent peu au processus de développement local de la ville. En d'autres termes, l'intention ou le degré d'implication de ces acteurs issus d'un creuset intra-ethnique, dans le processus de développement participatif de la ville de Cotonou reste mitigé. C'est du moins, ce qui ressort des résultats du tableau II présenté ci-dessous.

Tableau II : Préférence en matière de participation au développement entre la ville de Cotonou et/ou le lieu d'origine

Priorité pour la participation citoyenne au développement local	Effectif (%)	Effectif cumulé (%)
Ville de Cotonou et lieu d'origine	23,2	23,2
ville de Cotonou	38,5	61,7
Le lieu d'origine	38,2	100
Total	100	100

Source : enquêtes de terrain, 2014

A la lecture du tableau II, on se rend compte que sur cent citoyens de la ville de Cotonou, 38, 5 préfèrent participer au développement de cette ville alors que 38, 2 choisissent s'investir plutôt dans leur milieu d'origine. C'est dire donc que le lien, en quelque sorte « le cordon ombilical » liant les citoyens de la ville de Cotonou à leur milieu d'origine demeure solide. C'est comme si les citoyens venaient faire leurs affaires dans la ville de Cotonou afin de faire bénéficier la rente urbaine à leur milieu d'origine, comme le montre ci-dessous la figure 1. La mobilisation des associations pour le développement de leur lieu d'origine est aussi un atout que les gestionnaires de la ville pourraient mettre en exergue pour renforcer les initiatives de développement de Cotonou. Mais toujours est-il qu'il manque beaucoup d'initiatives pour capitaliser les énergies multiculturelles (Montcho, 2012).

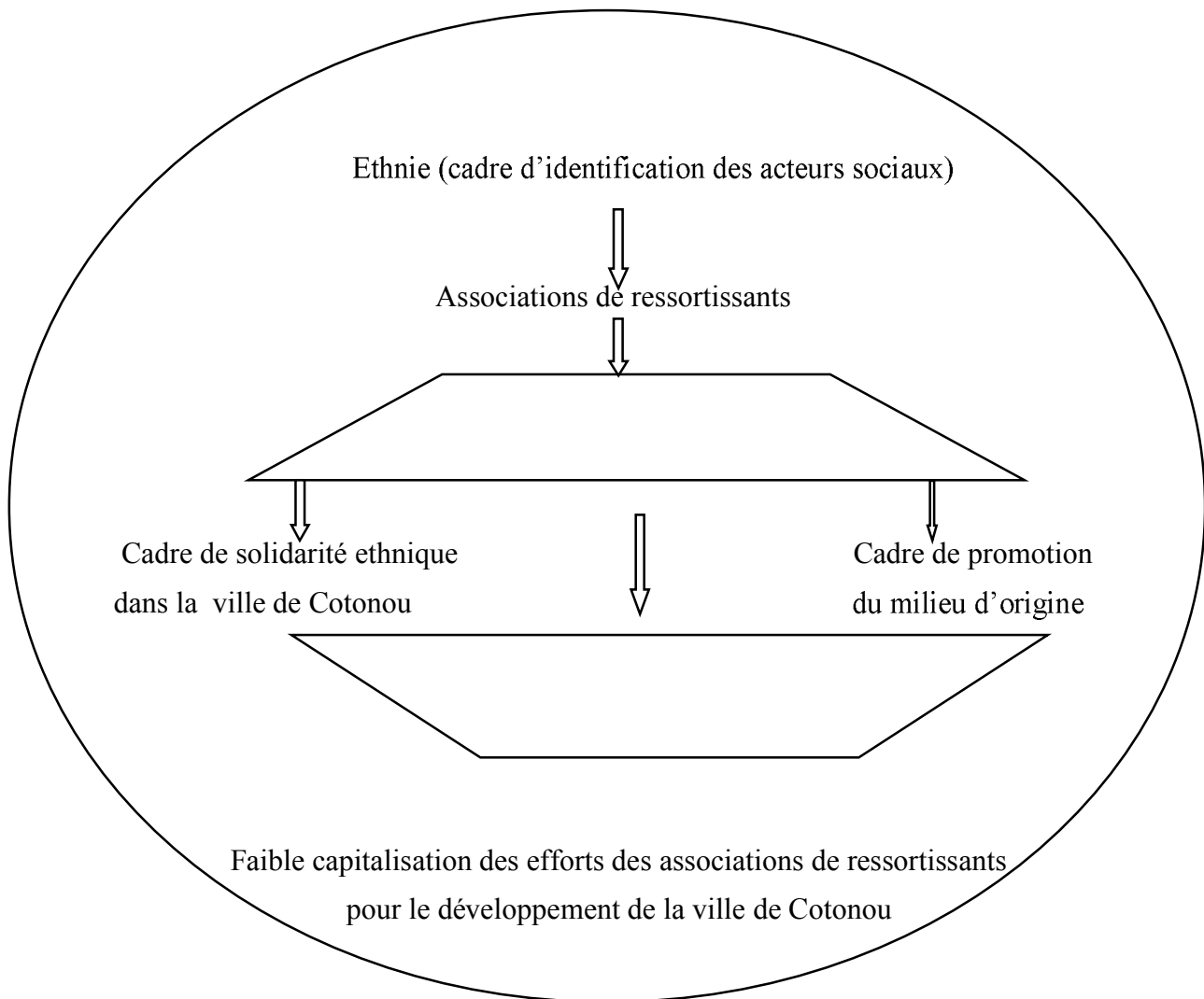


Figure 1 : Association de ressortissants et participation au développement de Cotonou
Source : Montcho (2012)

Comme cela est déjà exprimé dans le tableau II, la figure 1 montre que les associations ont d'énormes potentialités qui ne sont pas capitalisées pour le développement de la ville. C'est pourquoi les responsables de la ville doivent renforcer les liens affectifs entre la ville de Cotonou et ses citoyens. Les associations de ressortissants sont sans doute des atouts non négligeables qui peuvent s'inscrire dans cette dynamique.

4- Discussion

Dans la continuité des travaux des chercheurs de l'école de Chicago (Simmel, 1903 ; Wirth, 1925, cité par Grafmeyer et Joseph, 2004), la ville a toujours été comprise comme le lieu de l'émergence de la solitude dans les modes de vie et dans l'organisation de l'espace urbain en rupture avec les normes sociales traditionnelles. Dans cette logique, Simmel (1903, cité par Grafmeyer et Joseph, 2004) décrivait l'urbanisation comme un mouvement de désocialisation des individus qui les arrache à leur milieu affectif de socialisation primaire. Le philosophe Tönnies dès 1887 avait déjà décrit l'urbanisation, comme le passage d'une communauté fondée sur les liens de sang (*gemeinschaft*) à une société organisée sur la base du contrat (*gesellschaft*). Et pourtant dans la ville, malgré la propension à l'individualisme, il y existe

des dynamiques communautaires. C'est du moins ce que l'on peut constater à travers les associations de ressortissants de la ville de Cotonou qui sont des arènes où les acteurs sociaux essaient de reproduire la solidarité mécanique caractéristique du mode de vie communautaire. Les tableaux I et II ainsi que la figure 1 montrent que les associations de ressortissants sont omniprésentes dans la ville de Cotonou et participent à une certaine dynamique communautaire. Les associations de ressortissants sont des cadres de solidarité, d'identification, d'autopromotion et d'ascension des acteurs sociaux au niveau de la ville de Cotonou.

Ces résultats sont proches de ceux du sociologue Aholou (2008) pour ses études sur la proximité spatiale et la distance socioculturelle dans les villes de Cotonou et de Lomé. Ils s'inscrivent également dans la même lignée que ceux de Gervais-Lambony (2007), qui pense que la question des identités territoriales dans les villes africaines ne peut-être absolument distinguée de la question de la production d'identités dites « ethniques ». Celles-ci sont complexes, et surtout, on sait qu'elles sont des construits socio-politiques et que les sentiments d'appartenance ethnique sont revivifiés au gré des stratégies d'acteurs politiques et sociaux. Les associations de ressortissants s'inscrivent dans une dynamique communautaire et sont des cadres stratégiques qui peuvent être davantage mobilisées pour la bonne gouvernance locale dans la ville de Cotonou.

Conclusion

Œuvrer pour le rayonnement de leurs cultures, contribuer au développement de leurs localités d'origine, penser et veiller à l'insertion urbaine des néo-citadins, telles sont les convictions qui fondent la création des associations de ressortissants dans la ville de Cotonou. Espaces de sociabilité et de proximité socio-culturelle, ces regroupements évitent la solitude au nouveau migrant et lui permettent d'entrer dans la ville par étapes. De ce fait, les associations de ressortissants constituent avant tout des creusets d'expression identitaires dans la ville de Cotonou. Face à la thèse de l'école de Chicago sur l'individualisme en milieu urbain, on retrouve à Cotonou, à travers ces associations des dynamiques d'expressions solidaires et communautaires. Mieux, elles sont véritablement porteuses d'enjeux de gouvernance locale pour cette métropole, même si elles sont plus enclines au développement de leurs milieux d'origine. Les atouts qu'elles offrent doivent être davantage mobilisés pour le développement de la ville de Cotonou. C'est un défi pour les acteurs de la gouvernance locale.

Références bibliographiques

Aholou C. C., 2008, *Proximité spatiale, distances socioculturelles à Cotonou (Bénin) et à Lomé (Togo). Étude comparative*, Paris, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.

Aholou C. C., 2007, « Proximité spatiale et diffusion des modes de vie : les taxis-motos de Cotonou et Lomé », in Gervais-Lambony P et Nyassogbo G. K., *Lomé : Dynamiques d'une ville africaine*, Paris, Karthala, pp.233-250.

Bacqué M.H., et Al, 2005, *Gestion de proximité et démocratie participative*, Paris, la découverte.

Coquery-Vidrovitch C., 2006, « De la ville en Afrique », *Annales HSS*, n°5, pp.1087-1119.

Crozier M., et Friedberg E., *Théorie de l'acteur stratégique*, http://fr.wikipedia.org/wiki/Th%C3%A9orie_de_l'acteur_strat%C3%A9gique (consulté le 17/11/2014).

Ela J.-M., 1998, *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire. Les défis du « monde d'en bas »*, Paris, L'Harmattan.

Fijalkow Y., 2011, *Sociologie des villes*, Paris : La découverte.

Gervais-Lambony P., Nyassogbo K. G. (éds), 2007, *Lomé: Dynamiques d'une ville africaine*, Paris, Karthala.

Grafmeyer Y., et Joseph I., 2004, *L'Ecole de Chicago*, Paris, Flammarion.

Montcho R., 2007, *Identité socioculturelle dans la ville de Cotonou*, Mémoire de DEA Sociologie de Développement, FLASH/UAC.

Montcho R., 2005, *La ruralité dans les villes africaines : cas de la ville de Cotonou*, mémoire de DESS en PDU, CEFORP/UAC.

Montcho R., 2012, *Dynamiques multiculturelles de la gouvernance locale : études de cas dans la ville de Cotonou*, Berlin, Editions Universitaires Européennes.

Navez-Bouchanine F., 2002, *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?*, Paris : l'Harmattan.

Olivier de Sardan, J.P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.

Stébé M., Marchal H., 2014, *La sociologie urbaine*, Paris, PUF